

# Ce qu'on veut, c'est ne plus bosser pour des patrons !

La grande majorité des personnes qui vont manifester le 10 septembre le feront parce qu'elles souhaitent un travail stable, correctement rémunéré jusqu'à un âge leur permettant de profiter d'une retraite en bonne santé pendant le plus longtemps possible. Cet idéal d'un capitalisme humain redistribuant une partie de ses profits pour maintenir la paix sociale qui a régné pendant quelques décennies dans les pays riches n'est pas du tout ce qui convient aujourd'hui à ceux qui mènent les affaires du monde. Ils en sont revenus beaucoup plus ouvertement aux bases de l'exploitation capitaliste : payer la force de travail le moins possible, précariser les emplois, diminuer les charges sociales, augmenter les profits par la spéculation financière. Tant pis si demain la plupart des prolétaires n'auront pas de quoi obtenir une retraite à taux plein : inemployables avant 25 ans, jetables à 50, comment pourraient-ils justifier de 43 ans de cotisations même en repoussant l'âge légal de la retraite jusqu'à au moins 65 ans à l'horizon 2040 ? En 2012, les entreprises du CAC 40 ont redistribué 41 milliards aux actionnaires, et la fraude fiscale est évaluée à 60 milliards par an. Les formidables gains de productivité enregistrés depuis des décennies ne servent qu'à augmenter les fortunes des Bettencourt, Arnault, Pinault, estimées respectivement à 23, 22 et 15 milliards d'euros au palmarès 2013, tandis que la pression sur les revenus du travail s'accroît.

Ce que veut le MEDEF, le gouvernement socialo-écologiste va le lui accorder : allonger la durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein, désindexer les pensions de l'inflation, calculer les pensions de la fonction publique sur davantage que les six mois actuels sont les pistes envisagées dans le rapport Moreau. L'ANI (accord national interprofessionnel) du 11 janvier 2013, qui s'est traduit par la loi dite de « sécurisation de l'emploi », a déjà instauré au sein des entreprises un véritable chantage : accepter flexibilité, baisse de salaire et mobilité sous peine de licenciement.

A ceux qui disent que la lutte des classes appartient aux « temps anciens », nous répondons qu'actuellement ce sont les patrons qui la mènent ouvertement et qu'il est grand temps que nous la menions à notre tour !

Leur « crise » n'est pas la nôtre, mais nous la subissons pourtant de plus en plus. Non seulement le nombre d'emplois salariés stables diminue dans les pays occidentaux (au profit d'emplois moins coûteux dans les pays « émergents », de contrats précaires et de statuts en toc) mais en plus les banques, sauvées il y a peu par les Etats des faillites dues à leurs spéculations hasardeuses, imposent aujourd'hui des mesures draconiennes de réduction des dépenses publiques. Nous travaillerons plus pour gagner moins, nous sommes soumis aux lois du marché pour d'anciens services publics

(transports, énergie, télécommunications...) et, par-dessus le marché, l'Etat ne nous offrira plus la même qualité de service pour ce qu'il aura gardé ou confié aux collectivités locales (enseignement, santé...). Il n'y a guère que la police et les divers outils de contrôle social qui ne risquent pas trop de voir leurs moyens diminuer, tellement il est nécessaire d'assurer le maintien de l'ordre et de faire plier les révoltés.

Mais si nous vivons des temps difficiles, c'est aussi l'occasion pour nous de reposer la question fondamentale de la place du travail dans les relations sociales. Le refus de bosser pour des patrons est celui du rapport de sujétion qu'implique le travail salarié dans une économie de marché. Il ne s'agit pas de vivre aux dépens des autres comme le font les capitalistes, mais que les moyens de production et d'échanges soient gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan ; et que ce que chacun et chacune produit et consomme soit pensé et décidé collectivement dans le cadre de rapports sociaux basés sur l'égalité. C'est ce que nous appelons le communisme. Il est nécessaire dès maintenant de penser des rapports sociaux différents de ceux qui nous oppriment.

Brecht a exprimé quelque chose de très proche dans *Les Arts et la Révolution* : « Aussi longtemps que nous ne pourrions vivre qu'en recherchant la bonne affaire, aussi longtemps que l'on dira "toi ou moi" et non "toi et moi", aussi longtemps qu'il s'agira non de progresser mais de devancer les autres, aussi longtemps il y aura la guerre. Aussi longtemps que le capitalisme existera, aussi longtemps la guerre existera. » Nous vivons toujours dans cette situation de guerre permanente, l'actualité nous le rappelle. Nous sommes toujours en situation de guerre économique ; c'est ce que l'on nomme « crise ». Enfin, nous sommes également toujours en situation de guerre idéologique, l'ennemi « rouge » étant remplacé par le « musulman » ou le migrant « sans-papiers ». Il est important de réaffirmer et de montrer par des solidarités concrètes que leurs guerres ne sont pas les nôtres, que tous les exploités sont nos égaux et tous les exploités nos ennemis communs. Une seule guerre nous convient, la guerre de classe !



<http://oclibertaire.free.fr/>  
[oclibertaire@hotmail.com](mailto:oclibertaire@hotmail.com)

